

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 18 janvier 2015

1. Premier bilan politique

⇒ Le dernier sondage BVA confirme les tendances de popularité : +10 pour le Président, +9 pour le Premier ministre, +14 pour B. Cazeneuve (assez peu identifié par les Français jusque-là).

⇒ Les traits d'image du Président s'améliorent très significativement – dans l'ensemble au niveau de fin 2012-début 2013. Ils redeviennent presque majoritaires sur le régalién : 47% des Français le jugent « *capable de prendre les décisions qui s'imposent* » (+20 points de plus qu'en novembre dernier) ; 46% reconnaissent sa capacité à « *défendre les intérêts de la France* » (+22 points par rapport à septembre).

La hausse est également très significative sur ce qui a trait à l'incarnation et à l'émotion : « *rassembleur* » (39%, +29 points) ; « *sincère* » (39%, +18) ; « *explique bien son action* » (36%, +22) et « *proche des préoccupations des Français* » (34%, +17).

La progression est enfin notable, mais un degré en dessous, sur ce qui constituait les aspects les plus fragiles : « *sait où il va* » (+9 à 20%) ; « *a de l'autorité* » (+9 à 14%) – signe que la reconstruction d'une image consolidée prendra du temps.

⇒ Ni Nicolas Sarkozy (26% de cote d'influence pour BVA, stable), ni Marine Le Pen (27%), ne semblent réellement bénéficier de la séquence.

2. Et après... Les réponses attendues

a) En termes de méthode et d'unité

⇒ Si le rassemblement du 11 janvier est source de fierté pour l'immense majorité des Français (77% selon CSA), ils ne croient pas – avec regrets – que « l'esprit du 11 janvier » perdurera :

- ni du fait de leurs concitoyens : 78% estiment que le moment spontané de rassemblement des Français était un « *mouvement ponctuel lié à l'émotion des attentats* », bien plus « *qu'une tendance de fond qui perdurera longtemps après les attentats* » (Odoxa). Les plus enclins à croire au prolongement de ce moment sont les sympathisants de gauche (25%, contre 17% à droite).
- ni du fait des politiques, où l'écart entre ce que l'on souhaite et ce que l'on pense voir advenir est massif : 77% souhaiteraient « *qu'à la suite des attentats, soit mis en place un gouvernement d'union nationale regroupant des représentants de la gauche, de la droite et du centre* » (CSA) ; mais seulement 10% pensent que l'unité politique de ces derniers jours « *sera profonde et*

modifiera la façon dont les élus font de la politique » (contre 89% pour qui « cela ne durera qu'un temps et les élus reviendront rapidement à leurs divisions » - Odoxa).

Dès lors, avec une formulation différente proposant une alternative (plutôt que l'approbation d'une formulation), l'opinion se partage en deux entre le souhaitable et le prévisible : 50% des Français jugent ainsi que *« l'unité dont ont fait preuve les responsables politiques ne peut durer qu'un temps, il est normal que des divergences réapparaissent »*, mais malgré ce fatalisme 49% préfèrent quand même répondre que *« cette unité entre les responsables politiques est quelque chose d'important qui doit perdurer sur les principaux sujets »*. Cette dernière opinion est majoritaire dans tous les électors constitués (sauf celui de J.L. Mélenchon) : 54% des électeurs de F. Hollande, 52% de ceux de F. Bayrou, 51% de ceux de N. Sarkozy et 56% de ceux de M. Le Pen.

b) Concernant la sécurité

⇒ La confiance dans le gouvernement pour assurer la sécurité face à la menace terroriste a encore augmenté cette semaine : 73% ont *« confiance dans le gouvernement pour assurer la protection des français en cas d'actions ou de menaces terroristes »* (dont 81% à gauche et 66% à droite), et 62% *« pour lutter contre les réseaux islamistes en France »* (72% à gauche, 51% à droite). En revanche, seuls 44% font confiance *« pour éviter la radicalisation de certains jeunes musulmans »* (57% à gauche, 31% à droite).

Les Français ont plutôt le sentiment que le Premier ministre a su nommer les choses et pris la mesure de la réalité des menaces. 78% jugent ainsi qu'il a eu raison de parler de *« guerre contre le terrorisme, le jihadisme et l'islamisme radical »* (73% à gauche, 85% à droite), contre 21% estimant qu'il est *« allé trop loin car le pays n'est pas en guerre »*. Le risque de donner l'impression de sous-estimer les menaces paraît donc pour le moment contenu.

⇒ La plupart des réponses envisagées dans le domaine sécuritaire emportent une adhésion très large :

- 83% jugent que le renforcement des contrôles sur internet et les réseaux sociaux serait efficace pour lutter contre le terrorisme ;
- 78% jugent efficace la création de quartiers d'isolement dans les prisons pour les jihadistes afin d'empêcher qu'ils ne soient en contact avec les autres détenus ;
- 74% jugent efficace le renforcement des peines pour les personnes soutenant les terroristes ou leurs idées.

Chacune de ces mesures est largement soutenue à gauche (de 72% à 86%).

⇒ Mais les solutions les plus dures proposées par la droite rencontrent la même adhésion, voire davantage :

- 81% des Français soutiennent la déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour des actes de terrorisme sur le sol français (dont 81% des sympathisants PS) ;
- 68% souhaitent l'interdiction du retour en France de citoyens français que l'on soupçonne d'être allés se battre dans des pays ou régions contrôlés par des groupes terroristes (71% au PS) ;
- 68% souhaitent interdire la sortie du territoire aux citoyens français soupçonnés de vouloir se rendre dans des pays ou régions contrôlés par des groupes terroristes (70% au PS).

⇒ Les réponses attendues dépassent cependant largement le terrain sécuritaire. BVA a testé une liste de priorité (choix fermés) suite à ces attentats : la lutte contre le terrorisme est prioritaire pour 83% des Français, mais l'éducation l'est presque autant (77%), notamment à gauche (88%). Un cran en dessous, les Français jugent prioritaire la sécurité intérieure (73%), mais aussi l'emploi des jeunes (70%) ou encore la situation des banlieues (60%).

Les questions posées par le SIG confortent ces résultats. Outre la sécurité, deux points testés suscitent des attentes fortes de la part des politiques : l'école et l'Islam ; et un thème soulève des interrogations : les contours de la liberté d'expression.

c) Concernant l'éducation

⇒ Pour les Français, l'école est en échec sur la transmission des valeurs. Seulement 37% d'entre eux jugent que « l'école joue son rôle pour transmettre les valeurs républicaines ». La droite se montre plus sévère que la gauche (68% la jugent en échec, contre 55%).

Ils en savent cependant les limites, et ne demandent pas l'impossible à l'école. Ainsi, la solution qui leur paraît la plus efficace pour que les jeunes s'approprient les principes républicains est d'abord que « les parents participent davantage à la transmission de ces valeurs » (69%, et 70% au PS).

Dans un second temps seulement viennent les solutions ressortant de l'école : souhait que « les enseignants soient mieux formés » (56%) ; et de manière plus marginale (32%) « que l'Education nationale dispose de plus de moyens financiers » (dont 35% des sympathisants PS, également touchés par l'allergie à la fiscalité et à de nouvelles dépenses).

Dernière réponse citée, 29% des Français estiment que « des intervenants extérieurs (associations, entreprises, citoyens) devraient participer plus activement à la transmission de ces valeurs ».

⇒ Les élèves qui ont perturbé la minute de silence dans certains collèges et lycées semblent avoir marqué les Français. 82% pensent que « ces réactions sont graves », et 57% estiment qu'elles « représentent un phénomène de grande ampleur » (dont 45% à gauche et 69% à droite). La forte médiatisation de ces faits explique sans doute en partie ces résultats, qui ne confirment pas moins l'importance symbolique de ces actes aux yeux des Français.

Pour autant, les Français (et la gauche en particulier) ne sont pas favorables aux mesures radicales proposées par l'UMP : 30% seulement (dont 18% à gauche et 41% à droite) sont favorables à la « suppression des allocations familiales des parents dont les enfants ont perturbé ou ont refusé de participer à la minute de silence ».

d) Concernant l'organisation de l'Islam en France

⇒ La perception de l'Islam par les Français (tel qu'ils le perçoivent aujourd'hui) est toujours extrêmement dégradée (et tendrait plutôt à s'aggraver) : l'Islam est vu comme une menace pour la sécurité et l'identité de la France par près d'un Français sur deux.

- 46% jugent ainsi que « l'Islam est une menace pour l'identité de la France » - dont 37% des électeurs de F. Hollande, 53% de ceux de N. Sarkozy et 83% de ceux de M. Le Pen.
- 49% des Français estiment que « l'Islam est une menace pour la sécurité de la France » - 40% des électeurs de F. Hollande, 60% de ceux de N. Sarkozy et 82% de ceux de M. Le Pen

Au-delà de l'émotion « positive » (besoin d'apaisement, de réassurance, de solidarité), les partis identifiés au rejet de l'Islam pourraient ainsi capitaliser sur ces tendances alarmantes.

⇒ Mais parallèlement à cette hostilité, les Français semblent prêts à ne pas s'enfermer dans un rejet sans appel et à regarder, aussi, ce qui pourrait être fait.

Ainsi, près d'un Français sur deux estime que « *c'est le rôle de l'Etat de s'occuper de l'organisation de l'Islam en France* » (46% y sont favorables – dont 43% à gauche, 49% à droite, et 58% au FN – pour 54% opposés) ; résultat remarquable qui peut être le signe d'une certaine ouverture.

Les moyens de cette « réforme » de l'Islam de France ne sont cependant pas clairs pour l'opinion :

- les Français paraissent dans l'ensemble favorables à ce que « *l'Etat encadre la formation des imams qui travaillent en France* » - avis partagé par 55% des électeurs de F. Hollande, 55% de ceux de N. Sarkozy et 53% de ceux de M. Le Pen (les seuls réellement hostiles sont les électeurs de J.L. Mélenchon : 33%).
- mais ils refusent très largement (à 65%, dont 57% à gauche et 76% à droite) que « *l'Etat participe au financement des mosquées pour éviter qu'elles soient financées par des pays comme l'Arabie saoudite ou le Qatar et pour éviter le développement de lieux de culte clandestins* ». De fait, seulement 30% des Français considèrent que cette solution serait efficace pour lutter contre l'islamisme radical.

e) Enfin, des interrogations réelles sur les contours de la liberté d'expression

⇒ L'attachement à la liberté d'expression reste sans surprise fort. Les Français comprennent qu'elle puisse blesser (55% des Français, sans clivage partisan, comprennent que « *certaines personnalités musulmanes condamnent les attentats tout en affirmant que les caricatures du prophète Mahomet sont choquantes pour les musulmans* ») ; mais dans l'ensemble passent outre : 57% jugent ainsi qu'il ne faut « *pas tenir compte de ces réactions et continuer de publier ce type de caricatures* » (contre 42% - tout de même - disant qu'il « *faut tenir compte de ces réactions et éviter de publier ce type de caricatures* »).

⇒ La question de la démarcation du tolérable et du non tolérable interroge cependant l'opinion.

Elle a bien conscience que tout ne peut pas être dit : 50% des Français sont ainsi favorables à « *une limitation de la liberté d'expression sur internet et les réseaux sociaux* ». Mais dès qu'il s'agit de cas concrets, les réponses sont plus floues : le cas Dieudonné, en particulier, reste très ambigu, et la condamnation de ses propos loin d'être unanime. 58% jugent ainsi qu'il « *doit être condamné pour ses propos car ils relèvent du soutien au terrorisme* », mais 40% sont d'avis contraire et estiment que « *au nom de la liberté d'expression, Dieudonné ne doit pas être condamné même si ces propos peuvent choquer* ».

Le clivage, sur ces points, est moins politique que générationnel : seuls 37% des moins de 35 ans sont favorables à la limitation de la liberté d'expression sur internet, contre 54% des plus de 35 ans ; et 56% des moins de 35 ans soutiennent Dieudonné, alors que 71% des plus de 65 ans le condamnent. Ce clivage générationnel dit, aussi, quelque chose sur l'école et la transmission des valeurs.

1. Eléments de conclusion

- *La réaction aux attentats a clairement contribué à restaurer un sentiment d'appartenance et de fierté nationale, et levé des espérances – ce qui nous confère un avantage de fait, et la possibilité d'en faire quelque chose.*

- *Sur le plan de la méthode, nous restons face à un mur de défiance : les Français souhaitent l'union nationale mais ne croient pas qu'elle durera.*

Il nous revient sans doute de trouver rapidement quelques gestes montrant que « tout n'est pas revenu comme avant » et que « l'esprit du 11 janvier » se prolonge d'une certaine façon. Un retour à la normale, sans avoir tiré visiblement quelques leçons, pourrait nous coûter. De même, dans ce contexte, les tactiques politiques trop apparentes (ie. attitude de Marine Le Pen) sont pénalisées.

- *Sur le fond, nous sommes crédités des gestes de fermeté envoyés, qui constituent une première réponse attendue. Ce terrain, nécessaire, peut cependant aussi s'avérer glissant : il est possible que nous n'en fassions jamais assez pour l'opinion (qui, déjà, semble avoir digéré ce que nous avons proposé et approuve des solutions toujours plus radicales).*

Il y aura donc un équilibre à tenir pour ne pas rentrer dans une surenchère dont nous sortirions perdants ; qui pourrait notamment se jouer sur l'efficacité (nous proposons les solutions les plus fermes dans le domaine du réalisable : le reste est de l'agitation ou de la manipulation politicienne).

- *Nous sommes également confrontés à des demandes sur d'autres plans. Deux semblent majeurs :*
- *les outils de la citoyenneté, et en premier lieu l'éducation (seule l'école a été testée mais il est probable que des réponses sur d'autres politiques auraient également été approuvées).*

Il est remarquable de noter que sur ce plan, l'opinion s'éloigne du « tout punitif » : elle n'attend pas seulement de la part de l'école de l'autorité, mais avant tout de retrouver les moyens de transmettre les valeurs de la République. L'école reste pour les Français une solution, donc un lieu d'apaisement plus que de durcissement ou d'importations dans l'enceinte éducative des conflits de la société.

- *la réforme de l'Islam de France, qui dans ses formes actuelles inquiète beaucoup les Français, mais où il n'est pas impossible que l'opinion se décrie si elle voit que le sujet est « traité ». Là encore, les politiques semblent attendus (le chantier de la réorganisation de l'Islam de France pourrait monter) ; ce qui n'empêche pas de vraies interrogations sur les moyens (formation des imams oui, mais financement des lieux de culte non).*

- *Enfin, persiste une ambiguïté fondamentale sur la liberté d'expression : on la soutient sans être certain des contours. En particulier, la ligne de démarcation n'est pas claire aux yeux de l'opinion entre ce qui ressort de la liberté d'expression et ce qui relève de l'apologie du terrorisme ou d'autres propos répréhensibles - s'y mélange aussi, certainement, un sentiment habituel de l'opinion de « deux poids deux mesures ».*

Il paraît indispensable de continuer à faire la pédagogie de la distinction entre liberté d'expression et propos interdits par la loi, en trouvant les bons points d'appuis pour être compris par l'opinion.

Adrien ABECASSIS